



LETTRE OUVERTE à Madame Marisol TOURAINE suite au CSFPH du 28 septembre 2016

Montreuil, le 30 septembre 2016

Madame la Ministre,

Vous n'avez pas souhaité rencontrer les organisations syndicales représentatives siégeant au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière depuis le 26 juin 2012 et vous avez à nouveau brillé par votre absence ce 28 septembre 2016. Nous avons décidé de vous écrire cette lettre ouverte. A notre déception s'est substituée la colère.

Alors que des projets de décrets visant divers statuts particuliers de la Fonction Publique Hospitalière étaient présentés, notre organisation a demandé à corriger, à cette occasion, plusieurs injustices faites aux personnels de catégorie C. Bien que nos explications aient été poliment écoutées par les représentants de l'administration et bien que nos propositions aient reçu le soutien large sinon unanime des autres organisations syndicales siégeant au CSFPH, on oppose une fin de non-recevoir systématique à toutes nos demandes, au motif que les consignes politiques sont de se limiter « *uniquement à PPCR, rien qu'à PPCR* ». Face aux enjeux de notre temps, on ne peut entendre que toute idée avancée pour le progrès social des agents soit écartée sans un examen sérieux et politique. D'autant que vous savez pertinemment que PPCR n'a recueilli que la signature d'une minorité d'organisations syndicales. L'application indépassable de ce cadre qui empêche toute discussion et qui abolit toutes les spécificités de la FPH constitue un blocage majeur qui verrouille tout dialogue social.

Les agents hospitaliers, garants en partie de la cohésion sociale en cette période trouble où les fondements de notre République sont menacés, et où une crise économique sans précédent continue à impacter les populations les plus fragiles, ne comprennent plus votre double discours. Au lendemain des attentats, vous saluiez avec force de louanges la mobilisation exceptionnelle des agents et lorsqu'ils expriment leur souffrance, par des actes parfois extrêmes comme nous l'avons vu dans l'actualité récente, quand ils subissent des réorganisations sans précédent du fait de la mise en place de la Loi Santé, vous opposez une fin de non-recevoir à toutes leurs légitimes demandes.

Que d'espoirs vous aurez déçus au cours de votre mandat quinquennal à la tête de ce ministère ! Mais après la déception vient la colère face à ce qui n'est plus considéré que comme du mépris et une absence de sens politique dans un contexte d'austérité aveugle. Le dogme de l'austérité nous conduit droit dans le mur. Il est plus que tant d'écouter les professionnels qui ne savent plus comment vous le dire. Personnels soignants, techniques, ouvriers, administratifs des catégories A, B et C, mais aussi personnels médicaux et même plus largement encore les salarié.e.s du privé (notamment les professionnels du travail social) se mobilisent sans relâche, sous vos fenêtres, mais vous restez sourde à leurs attentes.

→

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Case 538 • 263 rue de Paris • 93515 Montreuil CEDEX

Tél. : 01 55 82 87 49 • Fax : 01 55 82 87 76

e-mail : sg@sante.cgt.fr • Site internet : www.sante.cgt.fr

Pire, vous organisez en catimini un hold-up sur les fonds dédiés à la formation professionnelle, un salaire différé destiné à permettre l'amélioration des connaissances, mais aussi la promotion professionnelle et sociale. Ce rapt est inadmissible. Alors que vous annoncez à corps et à cris que les comptes sociaux sont rétablis, vous spoliez en douce les personnels pour assurer cet équilibre. Votre double discours est insupportable, car l'équilibre des comptes se fait sur le dos des agents et des usagers du service public.

Votre mandat quinquennal n'est pas celui du redressement des comptes sociaux, mais celui de la grande saignée des hôpitaux et établissements sociaux et médico-sociaux, de la casse du service public et du travail social. Nous vous invitons à revoir profondément vos orientations à l'occasion du PLFSS qui sera voté cet automne. Augmentez nos salaires, nos effectifs, nos droits sociaux et nos statuts, titularisez les contractuels car tous les agents hospitaliers sont au service de la cohésion sociale et du progrès humain. Pour financer ces mesures, il suffirait d'annuler à peine 10 % des exonérations sociales faites aux entreprises, alors que celles-ci n'ont ni embauché, ni augmenté les salaires, malgré les cadeaux sans précédent faits par le gouvernement depuis 2012. Le vrai pacte de responsabilité, c'est celui qui se met au service du peuple, des personnes malades ou des fragiles et non un pacte au service des intérêts économiques du patronat.

La Fédération Santé et Action Sociale a décidé, avec d'autres organisations syndicales, de faire un appel à une grève massive dans les hôpitaux et les établissements sociaux et médico-sociaux, le 8 novembre prochain. Entre temps, nous entendons obtenir des réponses concrètes aux préoccupations des agents de la FPH. Aujourd'hui, nous avons atteint le degré zéro du dialogue social et nous avons jugé indispensable d'en avertir chaque agent, d'où cette lettre ouverte. Au delà de votre omniprésence médiatique pour expliquer que tout va mieux, il est indispensable que chacun sache la vérité et les blocages dont vous êtes responsable.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, nos salutations les plus cordiales.



Mireille STIVALA
Secrétaire Générale